

E Commission des relations de travail de l'Ontario **N RELIEF**

Rédacteurs: Aaron Hart, avocat
Lindsay Lawrence, avocate

Décembre 2019

RÉSUMÉS DE DÉCISIONS

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en novembre de cette année. Ces décisions paraîtront dans le numéro de novembre/décembre des Reports de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à www.canlii.org.

Preuve – Refus de travailler – Requête en vertu de l'art. 61 de la LSST interjetant appel de l'ordre d'un inspecteur – L'inspecteur n'a pas trouvé justifié le refus de travailler d'enseignants en raison du comportement violent d'un élève ayant des troubles du spectre autistique – Les parties intimées se sont opposées à l'admissibilité d'un rapport d'expert présenté par les requérants – La Commission a jugé que la preuve proposée décrivant les mesures prises par le conseil scolaire à l'égard des actes de violence de l'élève et le plan de sécurité de l'école était pertinente pour déterminer si les enseignants avaient des motifs raisonnables de croire que leur vie était en danger au point d'être autorisés à refuser de travailler – De l'avis de la Commission, la preuve était nécessaire, car ce qui est fait ou non pour protéger la sécurité des enseignants du comportement violent d'un élève ayant des troubles du spectre autistique ne relève pas des connaissances ordinaires de la Commission – Même si les facteurs de pertinence et de nécessité pour établir l'admissibilité sont réunis, la Commission a tenu compte d'autres aspects, son rôle de « gardien » et des allégations du manque d'impartialité de l'experte – La Commission a refusé d'exercer son pouvoir discrétionnaire d'exclure des preuves – Les mesures prises par le conseil scolaire, ou son

omission de prendre des mesures, pour protéger la sécurité des enseignants étaient pertinentes pour déterminer si les enseignants avaient des motifs raisonnables de croire qu'ils couraient un risque – Il serait injuste d'exclure une preuve d'expert sur des critiques des actions ou omissions du conseil scolaire si cela pouvait être important pour déterminer la conviction des enseignants – La Commission a conclu que les parties intimées n'ont pas réussi à prouver que l'experte ne pouvait pas exécuter ses fonctions à cause de sa partialité – Le reproche de partialité se fondait sur des commentaires faits en ligne par la témoin qui ont été interprétés comme étant négatifs envers le conseil scolaire et les inspecteurs du ministère, ainsi que sur des commentaires soi-disant intéressés contenus dans le rapport d'expert – De l'avis de la Commission, le contexte des commentaires en ligne n'était pas clair et aucun des commentaires ne disqualifiait la témoin comme experte ou ne démontrait qu'elle n'était pas capable d'être objective ou indépendante – Au contraire, les commentaires démontraient simplement que la témoin avait des opinions sur divers sujets qui sortaient de son champ d'expertise – La Commission n'accorde aucun poids à des points du rapport qui ne sont pas pertinents ou à l'égard desquels l'expert n'est pas qualifié, mais ce n'est pas une raison pour rejeter un rapport dans son intégralité – La question de savoir si certaines questions ont été portées ou non à l'attention de l'inspecteur n'a aucune influence sur l'admissibilité du rapport. Cette question relève du domaine de la preuve et des arguments.

DUFFERIN-PEEL CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BOARD; RE: ONTARIO ENGLISH CATHOLIC TEACHERS' ASSOCIATION, RE: A DIRECTOR UNDER THE OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT; OLRB File No. 0299-18-HS; Date : 27 novembre 2019; Décision : C. Michael Mitchell (10 pages)

Loi sur l'arbitrage des conflits de travail dans les hôpitaux – Pratiques de travail déloyales en vertu de l'art. 82 de la LRT – Le syndicat a affirmé que l'employeur avait violé la LRT et la LACTH en excluant des technologistes récemment agréés de l'augmentation salariale générale – L'employeur avait l'habitude d'accorder une augmentation de salaire annuelle tous les 1^{er} avril – L'employeur a soutenu que le fait d'inclure les technologistes serait contraire aux dispositions sur le gel des salaires de la LRT en modifiant les taux de salaire des employés – La Commission a jugé que les technologistes pouvaient raisonnablement s'attendre à être inclus dans les rajustements de salaire – La Commission a conclu que l'employeur avait violé la LRT et la LACTH en excluant les technologistes des augmentations de salaire – La LRT et la LACTH préservent les tendances d'emploi pendant le gel des salaires, mais pas les conditions qui existaient lorsque la requête en accréditation a été déposée – La Commission a toujours rejeté l'argument selon lequel le gel exigé par la loi préserve les conditions d'emploi à la date du dépôt de la requête en accréditation – Autoriser des changements qui s'inscrivent dans une tendance établie et auxquels les employés s'attendent raisonnablement constitue un équilibre approprié entre les intérêts des parties – La Commission a jugé que les techniciens biomédicaux pouvaient raisonnablement s'attendre à recevoir les augmentations de salaire – La pratique de traiter les technologistes comme la plupart des employés non syndiqués de l'employeur était suffisamment bien établie pour créer une attente raisonnable – La Commission a conclu que l'employeur avait violé l'art. 86 de la LRT et l'art. 13 de la LACTH en refusant d'inclure les technologistes dans les augmentations salariales – La Commission a ordonné à l'employeur d'inclure les technologistes dans les augmentations salariales.

TRILLIUM HEALTH PARTNERS; RE: ONTARIO PUBLIC SERVICE EMPLOYEES UNION; OLRB File No. 0229-19-U; Date : 25 novembre 2019; Décision : Paula Turtle (13 pages)

Pratiques et procédures – Pratiques de travail déloyales – La Commission a examiné deux questions préliminaires : 1. Si une des sociétés intimées était assujettie à la réglementation fédérale, ce qui l'exclurait de la compétence de la Commission; 2. S'il était approprié d'accepter la demande de modification des actes de procédure afin d'ajouter des intimés, d'ajouter des

paragraphes aux actes de procédure et de remplacer des mentions précises de l'employeur pour des intimés individuels – La question de la compétence n'est pas contestée; la société est réglementée par le droit fédéral – Elle a été retirée comme partie intimée – La Commission a ensuite examiné la demande de modification – Après le scrutin d'accréditation, l'employeur a annoncé qu'il cesserait ses activités – Le syndicat a soutenu que la décision de cesser ses activités violait les art. 70, 72 et 76 et le par. 86 (2) de la LRT, et que la décision avait été prise par la société réglementée par le droit fédéral affiliée à l'employeur – Le syndicat voulait ajouter cinq intimés au lieu de l'entité réglementée par le droit fédéral – Ces individus auraient assisté à la réunion au cours de laquelle la décision a été prise de cesser les activités de l'employeur – La Commission a énoncé les facteurs à prendre en considération : 1. Y a-t-il un employeur dans l'instance qui est présumé responsable de la conduite?; 2. Une question a-t-elle été soulevée concernant la responsabilité réputée ou indirecte de l'employeur à l'égard de la conduite d'un intimé individuel qui demande d'être retiré?; 3. La capacité de l'employeur de répondre ou de remédier à la violation présumée de la Loi est-elle en jeu?; 4. Y a-t-il une bonne raison, sur le plan juridictionnel ou des relations de travail, de poursuivre l'instance contre l'intimé personnel?; 5. Un préjudice serait-il causé à une partie si l'intimé personnel était retiré? – La Commission a jugé qu'il était approprié en l'espèce d'ajouter les intimés – Motif principal : si le syndicat parvenait à établir les pratiques de travail déloyales présumées, il pourrait se trouver sans redressement efficace – Les facteurs susmentionnés étaient favorables à l'ajout des parties – Les intérêts sur le plan juridictionnel et des relations de travail seraient servis par l'ajout de parties intimées – Le fait que l'incapacité éventuelle de l'employeur de se conformer à une mesure de redressement ordonnée par la Commission n'ait pas été prouvée n'a pas nui à la demande du syndicat d'ajouter des parties intimées – Attendre une décision à cet égard constituerait un préjudice – La désignation d'intimés individuels facilitera la production de documents pertinents – Le fait que les intimés individuels soient des administrateurs et dirigeants d'une entité relevant du droit fédéral n'a pas empêché qu'ils soient nommés comme parties intimées – Aucun préjudice n'a été causé aux intimés individuels, car aucun témoignage n'a été entendu pour l'instant – La demande d'ajouter des intimés est acceptée – La Commission a examiné les autres demandes de modification des actes de procédure – Il faut tenir compte de la question de savoir si un préjudice serait causé à l'une ou l'autre des parties – Aucun préjudice ne serait causé en l'espèce – Aucune

preuve n'a encore été produite et le requérant ne détenait pas les nouveaux renseignements qu'il voulait inclure.

1022804 ONTARIO INC. O/A MOTOR EXPRESS TORONTO; RE: TEAMSTERS LOCAL UNION 938; RE: DOUGLAS A. SMITH; RE: GORDON SMITH; RE: JEFF SMITH; RE: CLIFF BARNES; RE: DON GOODWILL; OLRB File No.: 0529-19-U; Date : 20 novembre 2019; Décision : Adam Beatty (9 pages)

Requête concernant un employeur lié – Pratiques de travail déloyales – La question en litige est de savoir si la Commission devrait exercer son pouvoir discrétionnaire en vertu du par. 1 (4) de la LRT de rendre une déclaration d'employeur lié – Le syndicat requérant a demandé une déclaration portant que Jacques Carrier & Sons Construction Ltd. (« JCS ») et CFCW Construction Inc. (« CFCW ») étaient un seul employeur aux fins de la LRT – Les parties intimées ont convenu que les exigences légales applicables à la déclaration en vertu du par. 1 (4) de la LRT étaient remplies, mais ont soutenu que la Commission devrait refuser de rendre le jugement déclaratoire discrétionnaire en raison des droits de négociation préexistants du syndicat intervenant – Les parties intimées et le syndicat intervenant ont déclaré que la jurisprudence de la Commission démontrait que la Commission était réticente à rendre un jugement déclaratoire d'employeur lié qui lierait une entité à des conventions collectives conflictuelles, qui engendreraient inévitablement des litiges juridictionnels concernant le même groupe d'employés – Les parties intimées et le syndicat intervenant ont plaidé qu'il n'y aurait aucun intérêt sur le plan des relations de travail de rendre le jugement déclaratoire, car un tel jugement entraînerait inévitablement un conflit juridictionnel – La Commission a estimé qu'il ne fallait tirer aucune conclusion préjudiciable du fait que le syndicat intervenant n'ait pas appelé certains témoins, parce que la portée initiale de l'enquête ne remettait pas en question la validité des droits de négociation de CFCW avec le syndicat intervenant – La Commission a jugé que le témoignage de l'intimé personnel avait divulgué le méfait visé par le par. 1 (4) de la Loi – L'intimé personnel a avoué qu'il était en fin de compte responsable des deux entités – La Commission a reconnu qu'elle avait pour habitude de ne pas rendre de jugement déclaratoire sur un employeur lié dans des circonstances qui créaient des droits de négociation conflictuels, car cela ne servirait aucun intérêt sur le plan des relations de travail –

Toutefois, la Commission a expliqué qu'il ne s'agit pas d'une décision automatique qui ne tient pas compte des circonstances – Les circonstances particulières de l'espèce exigeaient l'examen du contexte global – Des décisions antérieures de la Commission n'ont pas autorisé le syndicat requérant à attaquer la validité de l'entente directrice avec le syndicat intervenant – La preuve *viva voce* de l'intimé personnel était suffisante pour que la Commission conclue à l'existence du méfait – Malgré le fait qu'elle ait initialement limité l'étendue de l'instance, la Commission était en possession de preuves qu'elle ne pouvait pas ignorer – Les preuves ont divulgué que JCS et l'intimé personnel avaient participé à la création de CFCW et qu'ils avaient presque immédiatement reconnu le syndicat des Carpentiers, ce qui avait conduit à l'érosion des droits de négociation du syndicat requérant – La Commission a dû trouver un juste équilibre entre le préjudice pour les relations de travail qui serait causé si aucune déclaration n'était faite et le préjudice pour les relations de travail qui serait causé si des droits de négociation conflictuels étaient créés qui aboutiraient à des conflits juridictionnels – Les intimés ont plaidé que la Commission n'avait pas compétence pour interpréter de façon atténuée l'entente directrice entre CFCW et les Carpentiers, car il n'y avait aucune violation présumée d'une autre disposition de la LRT – La Commission a exercé son pouvoir discrétionnaire de rendre un jugement déclaratoire d'employeur lié à l'encontre de JCS et CFCW – La Commission a conclu que la preuve avait démontré un méfait et qu'il était nécessaire de rendre le jugement déclaratoire pour donner effet à l'intention du par. 1 (4) – Afin de minimiser le conflit entre des droits de négociation et le risque de conflit juridictionnel, et à la lumière de la portée initiale de l'enquête et du fait que le méfait n'a été apparent qu'à la fin de l'étape probante de l'affaire, la Commission a décidé que la date d'entrée en vigueur du jugement déclaratoire serait la date de la décision de réexamen précédente – La demande d'interpréter de façon atténuée l'entente directrice entre CFCW et les Carpentiers a été suspendue en attendant la décision tranchant la plainte pour pratiques de travail déloyales – La Commission a déclaré que JCS et CFCW étaient un seul employeur aux fins de la LRT et que CFCW était lié par la même convention collective que JCS.

JACQUES CARRIER & SONS CONSTRUCTION LTD.; RE: LABOURERS' INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA, LOCAL 183; RE: CFCW CONSTRUCTION INC; OLRB File No.: 1382-16-R; Date : 22 novembre 2019; Décision : John D. Lewis (25 pages)

INSTANCES JUDICIAIRES

Droit constitutionnel – Révision judiciaire – Accréditation – Question de savoir si la présomption de compétence de l'Ontario à l'égard des relations de travail dans la province était substituée par une « compétence dérivative », de sorte que le droit du travail fédéral s'applique aux techniciens du bâtiment – L'employeur fournissait des services en tant qu'entrepreneur tiers principalement à des sociétés de télécommunications réglementées par le droit fédéral – Le syndicat a déposé une requête en accréditation en vertu des dispositions relatives à l'industrie de la construction de la LRT – L'employeur s'est opposé à l'accréditation au motif que les techniciens en bâtiment exécutaient un travail essentiel pour des sociétés de télécommunications réglementées par le droit fédéral et donc que les relations de travail devraient être réglementées par le droit fédéral – La Commission n'a pas accepté la substitution de la présomption de compétence provinciale et a accordé au syndicat l'accréditation en qualité d'unité de négociation relevant du droit provincial – La Commission a jugé que la simple construction d'une entreprise fédérale n'était pas vitale ou intégrale à l'exploitation d'une entreprise fédérale – Le travail confié à l'employeur n'était ni permanent ni particulièrement sûr – En appel, la Cour divisionnaire a conclu que les techniciens en bâtiment avaient exécuté indirectement un travail essentiel, vital ou intégral à une entreprise fédérale et qu'ils devraient donc être réglementés par le fédéral – La Cour divisionnaire a jugé que le travail de l'employeur était essentiel au fonctionnement du réseau de télécommunications – La décision de la Commission a été annulée – Le syndicat a fait appel à la Cour d'appel – La Cour d'appel a conclu que la Cour divisionnaire avait commis une erreur en omettant de donner effet à la conclusion de la Commission que la société de télécommunications principal client de l'employeur ne dépendait pas des services des ouvriers du bâtiment de l'employeur – La Cour divisionnaire a omis d'examiner la question de savoir si le fonctionnement du réseau de télécommunications dépendait des employés particuliers en question – La Cour d'appel a jugé que ce n'était clairement pas le cas – L'employeur était une société locale et ne possédait pas ni n'exploitait un réseau de télécommunications fédéral; il ne faisait pas non plus partie intégrante d'un réseau de télécommunications qui justifierait une compétence dérivative – L'employeur n'a pas

soutenu qu'il était assujéti à la compétence fédérale avant que le syndicat dépose sa requête – La Commission a jugé que pour rendre la décision il fallait examiner la relation de la perspective de l'entreprise fédérale et du travail de construction présumé y être intégralement lié, ce qui signifie évaluer les facteurs suivants : 1. Dans quelle mesure les services de construction de l'employeur pour l'entreprise fédérale étaient importants pour les activités de construction de l'employeur; 2. Dans quelle mesure l'exécution de l'entreprise fédérale dépendait des services de construction de l'employeur – Même si les entreprises fédérales représentaient la plus grande partie des activités du service de construction de l'employeur la société de télécommunications principal client de l'employeur avait depuis cessé d'utiliser les techniciens du bâtiment de l'employeur et surtout le fonctionnement du réseau de télécommunications ne dépendait nullement des services de l'employeur – La Cour divisionnaire a commis une erreur dans son examen de la mesure dans laquelle la prestation des services de télécommunications par des sociétés de télécommunications dépendait du type de travail exécuté par les techniciens du bâtiment de l'employeur – L'étendue correcte de l'analyse était la mesure dans laquelle les sociétés de télécommunications dépendaient des services fournis par les employés visés en l'espèce – Comme la Commission avait estimé que les sociétés de télécommunications ne dépendaient pas des techniciens en bâtiment de l'employeur, elle n'a pas conclu à une compétence fédérale exceptionnelle – Cependant, la Cour d'appel n'était pas d'accord avec la Commission dans la mesure où ses motifs ont suggéré une présomption spéciale que les relations de travail de l'industrie de la construction étaient réglementées par le droit provincial – Au contraire, il existe une présomption générale d'application du droit provincial aux relations de travail – L'appel est accueilli, l'ordonnance de la Commission est rétablie.

RAMKEY COMMUNICATIONS INC; RE: **LABOURERS' INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL;** RE: **UTILITY CONTRACTORS ASSOCIATION OF ONTARIO;** RE: **ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD;** Court of Appeal File No. C66613; Date : 1^{er} novembre 2019; Décision : juges d'appel Hoy A.C.J.O., Tulloch et Jamal (28 pages)

Révision judiciaire – Requête en matière de représailles en vertu de l’art. 50 de la LSST –

Requête en matière de représailles déposée en vertu de l’art. 50 de la LSST, alléguant que l’ancien employeur de la requérante l’a congédiée parce qu’elle s’était plainte de harcèlement – La requête a été rejetée et la demande de réexamen refusée – La requérante a demandé la révision judiciaire de la décision – La norme de révision est le caractère raisonnable – Sans égard à la question de savoir si la CRTO manque de connaissances dans le secteur des coopératives de logement, l’application de la norme du caractère raisonnable a été ordonnée par la Cour suprême du Canada – La requérante a affirmé que la Commission avait commis une erreur fondée sur cinq raisons : 1. Elle avait omis de comprendre que les représailles ne se limitaient pas uniquement au congédiement; 2. Elle n’avait pas compris l’impact du fait que l’employeur est une coopérative de logement; 3. Elle a renversé le fardeau de la preuve prévu par l’art. 50 de la LSST; 4. Elle a modifié le contrat de travail de la requérante; 5. Elle a refusé d’autoriser la requérante à déposer une déclaration de témoin dans sa demande de réexamen – La Cour a conclu ce qui suit : 1. La Commission a tenu compte des autres représailles présumées et ses conclusions se fondaient sur les preuves reçues; 2. Le fait que l’employeur soit une coopérative de logement au lieu d’une personne morale n’a eu aucun impact; 3. La Commission était consciente du fardeau de la preuve et sa décision a établi que l’employeur s’était acquitté de ses responsabilités à cet égard; 4. La décision de la Commission portant que l’employée requérante devait accepter les directives du conseil d’administration de l’employeur était raisonnable; 5. Comme le témoin avait assisté à l’audience et était disponible pour témoigner, la Commission a raisonnablement jugé qu’il n’était pas approprié de recevoir sa déclaration après la conclusion de l’audience – La décision de la Commission était justifiée et ses motifs étaient transparents et intelligibles – La requête est rejetée.

ALICIA R. ALLEN; RE: EAMON PARK HOUSING COOPERATIVE INC; RE: ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD; Divisional Court File No. 18-199; Date : 27 novembre 2019; Décision : Juges Kiteley, Baltman et Myers (13 pages)

des tribunaux du travail de l’Ontario, 7e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les Reports de la Commission des relations de travail de l’Ontario. On peut consulter la version préliminaire des Reports à la Bibliothèque

Instances judiciaires en cours

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Audrey Thomas Dossier de la Cour divisionnaire n° 436/19	2508-18-U	En cours
The Captain's Boil Dossier de la Cour divisionnaire n° 431/19	2837-18-ES	En cours
Kuehne + Nagel Ltd. Dossier de la Cour divisionnaire n° 393/19	0433-18-R	En cours
Kuehne + Nagel Ltd. Dossier de la Cour divisionnaire n° 392/19	1172-18-R	22 novembre 2019
Todd Elliott Speck Dossier de la Cour divisionnaire n° 371/19	1476-18-U	29 avril 2020
ASL Agrodrain Limited Dossier de la Cour divisionnaire n° 19-DC-2492 (Ottawa)	1840-18-R	21 novembre 2019
New Horizon Dossier de la Cour divisionnaire n° 264/19	0193-18-U	7 avril 2020
Doug Hawkes Dossier de la Cour divisionnaire n° 249/19	3058-16-ES	En cours
EFS Toronto Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 205/19	2409-18-ES	En cours
RRCR Contracting Dossier de la Cour divisionnaire n° 105/19	2530-18-U	En cours
Hector Yao Dossier de la Cour divisionnaire n° 063/19	1841-18-ES	20 février 2020
AB8 Group Limited Dossier de la Cour divisionnaire n° 052/19	1620-16-R	En cours
Tomasz Turkiewicz Dossier de la Cour divisionnaire n° 262/18, 601/18 et 789/18	2375-17-G 2375-17-G 2374-17-R	19 novembre 2019
Kelly White Dossier de la Cour divisionnaire n° 671/18	2032-17-ES	Rejeté
Amec Foster Wheeler Americas Limited Dossier de la Cour divisionnaire n° 537/18	2743-16-R 3025-16-R	25 juillet 2019
D. Andrew Thomson Dossier de la Cour divisionnaire n° 238/18 (Sudbury)	1070-16-ES	Rejeté
Deloitte Restructuring Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 238/18	2986-16-R	18 novembre 2019

(Décembre 2019)

Alicia R. Allen Dossier de la Cour divisionnaire n° 199/18	0255-17-UR	Rejeté
Matrix North American Construction Canada Dossier de la Cour divisionnaire n° 051/18	0056-16-JD	Rejeté
Bricklayers (Prescott) Dossier de la Cour divisionnaire n° 18/18	3440-14-U	18 décembre 2019
China Visit Tour Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 716/17	1128-16-ES 1376-16-ES	En cours
Ramkey Construction Inc. Dossier de la Cour d'appel n° M49563	1269-15-R	Appel autorisé
Front Construction Industries Dossier de la Cour divisionnaire n° 528/17	1745-16-G	En cours
Enercare Home Dossier de la Cour divisionnaire n° 521/17	3150-11-R 3643-11-R 4053-11-R	21 octobre 2019
Ganeh Energy Services Dossier de la Cour divisionnaire n° 515/17	3150-11-R 3643-11-R 4053-11-R	21 octobre 2019
LIUNA (Pomerleau Inc.) Dossier de la Cour divisionnaire n° 257/17	3601-12-JD	Désistement
Myriam Michail Dossier de la Cour divisionnaire n° 624/17 (London)	3434-15-U	En cours
Peter David Sinisa Sesek Dossier de la Cour divisionnaire n° 93/16 (Brampton)	0297-15-ES	En cours
Byeongheon Lee Dossier de la Cour d'appel n° M48402	0095-15-UR	En cours
Byeongheon Lee Dossier de la Cour d'appel n° M48403	0015-15-U	En cours
R. J. Potomski Dossier de la Cour divisionnaire n° 12/16 (London)	1615-15-UR 2437-15-UR 2466-15-UR	En cours
Qingrong Qiu Dossier de la Cour d'appel n° M48451	2714-13-ES	En cours
Kognitive Marketing Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 51/15 (London)	0621-14-ES	En cours
Valoggia Linguistique Dossier de la Cour divisionnaire n° 15-2096 (Ottawa)	3205-13-ES	En cours